

**« Pour les droits humains au Congo ! »** est une campagne de sensibilisation et de plaidoyer pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en République du Congo lors de la prochaine élection présidentielle prévue en 2021.

Décembre 2020 - Avril 2021

**Dossier de presse**



- Introduction

- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

## Introduction

« **Pour les droits humains au Congo !** » est une campagne de **sensibilisation** et de **plaidoyer** pour prévenir des éventuelles atteintes **aux droits humains en République du Congo** lors de la prochaine élection présidentielle prévue en 2021. Quatre objectifs sont visés :

- Témoigner des exactions commises lors de la précédente période électorale 2015-2016.
- Sensibiliser le grand public ainsi que les décideurs au Congo, en France et en Europe à la situation des droits humains dans le pays.
- Garantir la mobilisation citoyenne à l'approche de l'élection présidentielle de 2021.
- Améliorer le respect des droits d'association, d'information et de mobilisation de la société civile.

La campagne est initiée et coordonnée par l'ONG congolaise l'**Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)** et l'ONG française **Agir ensemble pour les droits humains**. Plusieurs organisations nationales et internationales y participent. L'objectif principal est de sensibiliser le grand public au **Congo, en France et en Europe** sur les atteintes aux droits humains autour du **référendum constitutionnel de 2015 et de l'élection présidentielle de 2016** en République du Congo, où **Denis Sassou-Nguesso** a été confirmé au pouvoir.

Dans le cadre de cette campagne menée au Congo et en Europe de décembre 2020 à avril 2021, des **«web conférences-débat»** et des **rencontres institutionnelles** sont prévues, et une **projection en ligne** du documentaire *Se taire ou mourir* suivie d'un débat avec le réalisateur Aunel Arneth, fondateur de Cinema for Peace and Democracy. Des témoignages d'activistes congolais pour les droits humains et du réalisateur de *Se taire ou mourir* accompagneront la campagne dans le cadre de vidéos et podcasts.

- Introduction
- **Le contexte : la République du Congo**
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

## Le contexte : la République du Congo

La République du Congo avec sa capitale Brazzaville se trouve en Afrique sub-saharienne et compte environ 5,2 millions d'habitants. Le pays était une colonie française jusqu'à son indépendance le 15 août 1960. Pendant la Guerre Froide, le Congo était allié avec l'Union soviétique et la Chine. En 1979, le militaire **Denis Sassou-Nguesso** (né en 1943) devient Président après un conflit interne au Parti Congolais du Travail (PCT).



Denis Sassou-Nguesso, extrait du documentaire *Se taire ou mourir*

Tout en maintenant des liens étroits avec le bloc de l'Est, il rapproche le Congo de la France et de l'Occident. En 1991, à la fin de la Guerre Froide, une nouvelle constitution est adoptée et les **premières élections libres** sont organisées en 1992. Elles mènent

à un changement de pouvoir : le candidat d'opposition Pascal **Lissouba**, du parti social-démocrate UPADS, l'emporte contre le président en fonction, Sassou-Nguesso (PCT) et un autre candidat d'opposition, Bernard Kolélas, du parti libéral MCDDI. Sous la présidence de Lissouba, la situation est marquée par une instabilité politique et des violences récurrentes : les trois leaders politisent les différences ethniques et se combattent mutuellement avec leurs **milices armées** les « Cocoyes » (Lissouba), « Ninjas » (Kolélas) et « Cobras » (Sassou-Nguesso). En juin **1997**, une **guerre civile** éclate au Congo-Brazzaville : soutenu par la France et l'Angola, Denis Sassou-Nguesso et ses Cobras commencent à attaquer les troupes du président Lissouba, qui, entretemps, s'est allié avec Kolélas et les Ninjas. Après quatre mois de combat, en octobre **1997**, Sassou-Nguesso réussit à faire tomber le gouvernement Lissouba et reprend la présidence du pays dans un **quasi-coup d'État**. Lissouba et Kolélas quittent le pays, mais les Cocoyes et les Ninjas continuent à combattre les troupes gouvernementales jusqu'à ce qu'un **cessez-le-feu** soit signé fin décembre **1999**. Des dialogues entre les différentes parties du conflit sont initiés et une nouvelle constitution est rédigée et promulguée en **2002**. Après une **réélection** à la présidence contestée de **Sassou-Nguesso** en mars **2002**, des combats éclatent à nouveau jusqu'à la conclusion d'un **accord de paix** en **2003**. Cette **guerre civile** dévastatrice qui a causé plus de **15.000 morts** entre 1997 et 2003, a infligé des souffrances énormes à la population civile et a eu des

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

conséquences très négatives pour le développement économique du Congo. En 2009, Denis Sassou-Nguesso est réélu une nouvelle fois. Cette élection présidentielle se passe dans le contexte d'un **boycott** de l'opposition et des accusations d'**intimidation** et de **fraude électorale**.

Depuis la fin de la guerre civile, la situation économique du Congo-Brazzaville s'est améliorée, mais reste fortement dépendante du secteur de l'extraction fossile, le **pétrole** représentant 66% des **exportations** du pays. En 2014, le Congo plonge dans une **crise économique** profonde quand le prix du baril de pétrole diminue de moitié. C'est seulement en 2018 que le Congo a pu connaître une croissance annuelle du PIB légèrement positive de 1,2%. Une conséquence de cette crise a été l'augmentation considérable de la **dette publique**, déjà de 120% du PIB en 2018, un niveau qui « demeure insoutenable » selon la Banque Mondiale: beaucoup d'entreprises congolaises impliquées dans les marchés publics ne sont pas payées, « sans parler des arriérés de pensions, des retards de salaires et des impayés de bourse ». Un autre problème majeur au Congo est la corruption endémique, surtout au niveau politique : comme le souligne un rapport de Freedom House de 2019, la famille et les proches du président **Sassou-Nguesso** exercent le contrôle effectif sur l'entreprise pétrolière d'État et utilisent des compagnies offshore pour détourner régulièrement des larges sommes de ses recettes.



Une plateforme pétrolière au Congo, photo ©ENI

Rien qu'en 2018-2019, le fils du président, Denis Christel, « Kiki », Sassou-Nguesso, et sa sœur Claudia ont détourné des fonds publics congolais à hauteur d'environ 70 millions \$. En même temps, la République du Congo est l'un des pays les plus pauvres du monde, placé au 138<sup>e</sup> rang sur 189 pays de l'Indice du Développement Humain 2018. Presque la moitié de la population vit avec moins de 1,25 \$ par jour et 21,2% des petits enfants souffrent de **malnutrition chronique**. De plus, moins de 4,9% de la population congolaise obtient des aides sociales et la **mortalité maternelle et infantile** demeure élevée.

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- **Une détérioration massive de la situation des droits humains**
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

## Une détérioration massive de la situation des droits humains

En avril 2015, un an avant la fin du mandat du président Denis Sassou-Nguesso, le Gouvernement congolais fait connaître son intention de procéder à un **changement de Constitution**. L'opposition politique, la société civile indépendante et la communauté internationale voient dans cette initiative une volonté du chef de l'État de se maintenir au pouvoir. Le débat fait son chemin et divise fortement la classe politique et les congolais. Entre juillet et août 2015, deux dialogues politiques se tiennent : le dialogue de « Sibiti », boudé par la principale plateforme des partis politiques de l'opposition à cette date, et le dialogue de « Diata », organisé par cette même plateforme. Par ailleurs, *la Plateforme de la société civile pour le respect de la Constitution du 20 janvier 2002* et la campagne *Tournons La Page (TLP) Congo*, deux principaux regroupements des organisations de la **société civile indépendante**, demandent au gouvernement congolais le respect des institutions et du principe de l'**alternance démocratique**.

Le 22 septembre 2015, le Président Denis Sassou-Nguesso exprime ouvertement sa volonté de tenir un référendum sur le changement de la Constitution en vigueur depuis 2002 pour lui permettre de briguer un **troisième mandat présidentiel**. Les opposants au référendum, qui voient là une tentative de coup d'État constitutionnel, donnent au Président de la République un délai allant jusqu'au lundi 19 octobre pour abandonner son projet de référendum, déclarant qu'à partir de cette date ils ne reconnaîtraient plus sa légitimité.

Les 20 et 21 octobre 2015, les acteurs politiques et de la société civile opposés à ce référendum se mobilisent massivement à Brazzaville, Pointe-Noire et dans d'autres localités du Congo. Cette mobilisation est réprimée dans le sang : **46 personnes tuées, 4 disparus et 69 blessés** d'après un bilan établi par l'OCDH et d'autres sources de la société civile. Le gouvernement congolais, quant à lui, camoufle l'ampleur de la **répression** en avançant un bilan officiel de 4 morts, sans jamais établir ni les circonstances ni les responsabilités.

Le 25 octobre 2015, le vote référendaire a lieu, avalisant l'adoption d'une **nouvelle Constitution**. Les résultats officiels, publiés le 27 octobre, indiquent que 92,96% des votants ont dit « oui » à ce nouveau projet de Constitution et que 72,44% des électeurs se sont rendus aux urnes alors que, d'après les observations des organisations indépendantes de la société civile et de la communauté internationale, les Congolais ont largement boudé le vote, tandis que l'opposition a boycotté le scrutin. Dans les mois suivant le référendum constitutionnel, le gouvernement congolais procède à une **vague d'arrestations** et d'**intimidations** de nombreux militants politiques et responsables de l'opposition qui se sont engagés contre le **référendum constitutionnel**. Le **scrutin présidentiel** du 20 mars 2016 se déroule à huis clos, car le gouvernement fait totalement couper les télécommunications sur l'ensemble du territoire national. Les **médias et journalistes indépendants** sont empêchés de couvrir l'événement ou font l'objet

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

d'intimidations et d'agressions. C'est dans ce contexte d'absence de transparence, d'atteinte aux droits à l'information, à la liberté d'expression, de communication et de manifestation que sont proclamés, le 24 mars 2016, les résultats officiels par le ministre de l'intérieur Raymond Zéphyrin Mboulou. Selon la CNEI (Commission Nationale Électorale Indépendante), dont la composition et le fonctionnement sont sous le contrôle du parti au pouvoir, le Président Sassou-Nguesso aurait été réélu avec 60% des voix, tandis que ses opposants principaux Guy Brice Parfait Kolélas et le général et ancien confident du Président, Jean-Marie Michel Mokoko, n'auraient obtenu que 15% et 14% respectivement.

L'opposition dénonce vivement une **fraude électorale**. Elle a l'intention de publier les résultats de ses propres décomptes selon lesquels Sassou-Nguesso aurait perdu, mais la conférence de presse au siège du parti d'opposition **UPADS** à Brazzaville doit être annulée : une centaine de policiers positionnés devant le bâtiment tirent des grenades lacrymogènes sur le rassemblement des partisans d'opposition. Au moins 10 personnes sont arrêtées. Dans la nuit du 4 avril 2016, quelques heures avant la validation officielle des résultats électoraux par la Cour constitutionnelle, les quartiers du sud de Brazzaville vivent une flambée de violence : des coups de feu à l'arme lourde et automatique sont entendus et deux postes de police ainsi qu'une mairie sont incendiés. Les violences de cette nuit et des jours suivants auraient fait **17 morts** et plusieurs dizaines de blessés. Même si l'origine et les acteurs

de cette attaque restent incertains, les autorités congolaises la qualifient « d'action terroriste contre les forces de l'ordre » et tiennent responsable la milice rebelle Ninja dirigée par le Pasteur Ntumi, ancienne force opposante à Sassou-Nguesso pendant la guerre civile. Dans un communiqué officiel, le Pasteur Ntumi nie toute implication dans cette violence. Comme réponse, le gouvernement entame une **opération militaire** sans précédent depuis la guerre civile dans le département du **Pool**, la base traditionnelle des Ninjas : jusqu'au 14 avril 2016, les forces de défense et de sécurité procèdent à des pilonnages à l'arme lourde et à des **bombardements aériens** suivis d'**offensives terrestres** contre plusieurs villages. Selon un rapport de l'OCDH et de la FIDH, « entre 10 000 et 30 000 personnes auraient été déplacées de force à l'intérieur de la région du Pool et plusieurs dizaines de civils seraient morts ou portés disparus à la suite de l'intervention des forces armées et des forces de sécurité congolaises dans la zone ». De plus, des centaines de personnes se réfugient dans la brousse ou dans des familles d'accueil et vivent dans une précarité extrême sans l'assistance des organisations humanitaires empêchées de se rendre sur place à cause du blocus imposé par le gouvernement congolais sur le département du Pool.

Depuis les processus électoraux au Congo-Brazzaville la **répression** s'intensifie considérablement. En 2017, le nombre de **prisonniers politiques** atteint un niveau record avec près de **130 détenus**. Parmi ceux-ci se trouvent des dirigeants de l'opposition comme les anciens candidats à la présidentielle,

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa, mais aussi des simples militants et acteurs de la société civile.



Un rapport du Département d'État américain (2017) signale la violation de la quasi-totalité des droits fondamentaux protégés par les traités internationaux et désigne les agents de l'État comme les principaux responsables. Dans son rapport de 2019, l'OCDH souligne qu'en République du Congo « les violations des droits humains demeurent graves et la tendance se renforce ». Le document dénonce de nombreux cas de torture, des détentions arbitraires, des exécutions extrajudiciaires, ainsi que des intimidations contre des organisations non gouvernementales. Tristement célèbre est devenu « le drame de Chacona », où treize

jeunes ont été torturés jusqu'à la mort dans un commissariat de police en 2018. Selon l'OCDH, le double-objectif des autorités est de « tenir la rue en diffusant la peur dans la population et intimider les 'traîtres' potentiels, ceux qui sont tentés de quitter le navire du pouvoir ». Cette répression semble s'inscrire dans une logique de succession dynastique à la tête de l'État et/ou de la conservation du pouvoir lors des prochaines échéances électorales, prévues en 2021, auxquelles M. Sassou-Nguesso se présentera.

Toutes ces **graves violations des droits humains** surviennent sans qu'aucune enquête ne soit menée malgré les demandes répétées des organisations de la société civile et de l'ONU de mettre en place une **commission d'enquête indépendante** pour faire la lumière sur toutes les violations commises autour des deux processus électoraux.

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

## Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021

Pour faire mieux connaître la répression politique récurrente et le verrouillage complet de l'espace démocratique en République du Congo, l'OCDH et Agir ensemble pour les droits humains ont lancé la campagne «**Pour les droits humains au Congo!**» en France et en Europe ainsi qu'au Congo.

La campagne est basée sur deux volets :

- Des **temps forts de sensibilisation** à destination du grand public, au moyen de quatre « web conférences-débats » en présence de représentants d'organisations de la société civile congolaise, d'une **projection-débats en ligne**, en présence du réalisateur du documentaire *Se taire ou mourir*. Ces temps forts seront assortis d'une **série de vidéos-reportages et de podcasts**. En République du Congo, des événements identiques sont envisagés à Brazzaville et Pointe-Noire au cours des années 2020 et 2021.

- Des **temps forts de plaidoyer** sont organisés en Europe et en République du Congo, au moyen de **rencontres institutionnelles** avec des décideurs français et européens pour attirer leur attention sur la situation des droits humains au Congo, ainsi qu'avec des représentants du gouvernement et des pouvoirs locaux congolais, des membres de l'opposition et des leaders communautaires.

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
  - Au gouvernement congolais
  - À la communauté internationale
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

## Notre appel

### Au gouvernement congolais

---

- Mettre en place une **commission d'enquête indépendante** demandée par les **Nations Unies** afin d'enquêter sur la situation des droits humains des quatre dernières années
  - Élaborer une **politique nationale des droits humains** et voter une législation pour protéger les défenseurs des droits humains
  - Condamner systématiquement et publiquement toute violation avérée des droits humains et engager des poursuites contre les auteurs présumés pour mettre fin à l'impunité
  - Former les agents de la force publique sur les normes internationales en matière des droits humains
  - Prendre des mesures concrètes contre la pratique de la **torture**
  - Encourager le travail des **organisations de la société civile** pour les droits humains.

### À la communauté internationale

---

- Inscrire la République du Congo dans les priorités des politiques africaines sur les droits humains et demander aux autorités congolaises des améliorations concrètes sur leur situation
  - Mettre en place une **mission internationale d'observation** des élections au Congo et institutionnaliser un mécanisme onusien de surveillance des droits humains
  - Assurer que l'**aide au développement** accordée au Gouvernement congolais privilégie le soutien au respect des droits humains et le bien-être des populations
  - Soutenir les organisations de la société civile ainsi que les autorités congolaises dans les actions visant la promotion et la protection des droits humains

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

## Programme détaillé de la campagne

**17.12.2020**

*Se taire ou mourir*

Projection-débat en présence du réalisateur

Aunel KIMBEBE MAKAYA

18h-19h30

**21.01.2021**

La réduction de l'espace civique

Web conférence-débat

18h-19h30

**18.02.2021**

Une compétition électorale inéquitable

Web conférence-débat

18h-19h30

**18.03.2021**

Répression et violation des droits humains par les autorités en période électorale

Web conférence-débat

18h-19h30

**15.04.2021**

L'alternance démocratique

Web conférence-débat

18h-19h30

## Intervenants

**Brice MACKOSSO**

Coordinateur de Tournons la page Congo

**Alexandre IBACKA DZABANA**

Représentant de la Plateforme des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie

**Martial PA'NUCCI**

Artiste-Rappeur-Activiste et Écrivain, co-fondateur du Collectif Ras-Le-Bol

**Aunel KIMBEMBE MAKAYA**

Journaliste et réalisateur du film « Se taire ou Mourir »

**Markus KISSA**

Observateur et analyste politique, membre du Collectif #Sassouft

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
  - Les initiateurs et coordinateurs de la campagne
  - Les associations partenaires en République du Congo
  - Les associations partenaires en France et en Europe
  - Le financeur
- Contacts
- Bibliographie

## Les organisations impliquées dans la campagne

### Les initiateurs et coordinateurs de la campagne



**L'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)** (<https://www.ocdh-congobrazza.org>), basé à Brazzaville, est une organisation non gouvernementale (ONG) de promotion, de

défense et de protection des droits humains en République du Congo ([ocdh-brazza.org](http://ocdh-brazza.org)). Créé le 3 mars 1994, l'OCDH travaille sur diverses thématiques dans le but d'améliorer la situation en matière de droits humains, de paix, d'État de droit et de démocratie au Congo en particulier, par la **lutte contre la torture et l'impunité** des auteurs de violations des droits humains, pour la **bonne gouvernance** dans le secteur forestier et des industries extractives, la **protection des femmes**, des **populations autochtones** et des **communautés locales**, l'accès à la justice, la **gouvernance démocratique** ou la situation des réfugiés, demandeurs d'asile et migrants. L'OCDH mène des enquêtes de terrain, assiste les victimes et/ou les proches des victimes dans leurs démarches pour obtenir justice et il mène des campagnes de plaidoyer actif auprès des institutions étatiques et des organisations régionales et internationales.



**Agir ensemble pour les droits humains** ([www.agir-ensemble-droits-humains.org](http://www.agir-ensemble-droits-humains.org)), est une ONG française basée à Lyon qui

depuis 1989 protège et soutient les défenseur·se·s des droits humains à travers le monde. Au moyen de formations, de plaidoyers, de sensibilisations, d'aides financières et techniques, Agir ensemble s'engage auprès des acteurs locaux qui sont en première ligne et au contact des réalités du terrain dans des actions en faveur des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. A ce jour, Agir ensemble a soutenu près de 400 associations locales de défense des droits humains et plus de 700 défenseur·se·s en danger dans plus de 40 pays. Agir ensemble intervient principalement dans quatre domaines : la **promotion de l'État de droit et de la démocratie**, la **lutte contre la torture et les arrestations/détentions arbitraires**, le **respect de droits des minorités ethniques et sexuelles**, et la **promotion des droits des femmes et du leadership féminin**.

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
  - Les initiateurs et coordinateurs de la campagne
  - Les associations partenaires en République du Congo
  - Les associations partenaires en France et en Europe
  - Le financeur
- Contacts
- Bibliographie

## Les associations partenaires en République du Congo



**La Coalition Tournons La Page Congo (TLP Congo)** fédère une dizaine de mouvements d'Églises et d'ONG laïques dont *Action Evangélique pour la Paix (AEP)*, *Cercle des Droits de l'Homme et de Développement (CDHD)*, *Commission Diocésaine Justice et Paix de Pointe Noire (CDJP)*, *Commission Episcopale Justice et Paix (CEJP)*, *Fondation Niosi*, *La Conscience Libre*, *Mouvement pour la Culture Citoyenne*, *Association M22*, *Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH)*, *Association Congo Maison Commune*, *Mouvement Ras-Le-Bol* et *Réseau d'Association des Jeunes Leaders Congolais (RAJLC)*

**SASSOU DÉGAGE !** **Le Collectif Sassoufit**, créé en avril 2014, est l'héritier de l'initiative « Sassou Dégage » d'avril 2012 suite à l'explosion du dépôt d'armes de Mpila du 4 mars 2012. Le Collectif Sassoufit mène la campagne contre le changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Il conduit une campagne de mobilisation citoyenne, digitale et médiatique, à l'échelle mondiale pour sensibiliser les Congolais et les différentes institutions internationales sur l'illégalité du changement de la constitution.



**La Plateforme des ONG des droits de l'Homme et de la démocratie (PDHD)**, née de la plateforme pour le respect de la Constitution du 20 janvier 2002. Très engagée sur les questions de droits civils et politiques, elle fédère une vingtaine d'organisations de défense des droits humains parmi lesquelles la *Convention nationale des droits de l'Homme (CONADHO)*, l'*Association pour les droits de l'Homme et l'univers carcéral (ADHUC)*, l'*Association de défense des droits des populations autochtones du Congo (ADPPA)*, l'*Association M22*, le *Cercle uni pour les droits de l'Homme et le développement*, l'*Observatoire Congolais des droits de l'Homme (OCDH)*. Elle a pour objectif de promouvoir l'État de droit et la démocratie et de favoriser le renforcement des capacités des organisations membres.



**Cinéma For Peace and Democracy** est une société indépendante de production cinématographique et audiovisuelle créée par le journaliste-réalisateur Aunel Arneth. Depuis 2016, elle produit des documentaires et des fictions. Sa ligne éditoriale documentaire est consacrée aux droits Humains et à l'histoire de l'Afrique. Cinema for Peace and Democracy est soutenue par le National Endowment for Democracy (NED) depuis 2016.



**Le Collectif Ras-Le-Bol** est un mouvement citoyen pacifique et non-violent congolais qui milite pour le progrès social par l'éveil de la conscience citoyenne des jeunes.

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
  - Les initiateurs et coordinateurs de la campagne
  - Les associations partenaires en République du Congo
  - Les associations partenaires en France et en Europe
  - Le financeur
- Contacts
- Bibliographie

## Les associations partenaires en France et en Europe



**Mouvement Tournons la Page**, créé en 2014, est une campagne internationale pour la promotion de l'alternance démocratique en Afrique, active dans 10 pays africains (Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Niger, RDC, Tchad, Togo et Guinée), composée par plus de 200 structures et soutenue par des associations européennes.



**L'Association Survie** créée en 1984 dénonce toutes les formes d'intervention néocoloniale française en Afrique et milite pour une refonte réelle de la politique étrangère de la France en Afrique. Elle compte plus de 1300 adhérent-e-s et une vingtaine de groupes et relais locaux dans toute la France.



**Le Réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc)** rassemble des organisations membres issues de la société civile de différents pays européens. Ces organisations travaillent sur et dans la région des Grands lacs. Elles soutiennent des organisations de la société civile au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda dans leurs efforts de promotion de la paix, de la défense des droits humains et du développement.

## Le financeur



**National Endowment for Democracy (NED)** est une fondation américaine privée à but non lucratif qui s'engage pour la croissance et le renforcement des institutions démocratiques dans le monde. Chaque année, NED accorde plus de 1600 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux à l'étranger qui œuvrent pour des objectifs démocratiques dans plus de 90 pays. Fondé en 1983, NED est financé largement par le Congrès des États-Unis et est explicitement bipartisan. A côté de son domaine des subventions, NED est aussi un centre de recherche sur les sujets autour de la démocratie et d'échange pour les activistes, praticiens et chercheurs.

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- **Contacts**
- Bibliographie

## Contacts

### OCDH

Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)

32 avenue des Trois Martyrs-Moungali,

Brazzaville, République du Congo

Tél. : +242 05 768 10 99

[ocdh.brazza@ocdh-brazza.org](mailto:ocdh.brazza@ocdh-brazza.org)

Agir ensemble pour les droits humains

16 Avenue Berthelot, 69007 Lyon, France

Tél. : +33 4 37 37 10 11

[agir-ensemble@aedh.org](mailto:agir-ensemble@aedh.org)

[communication@aedh.org](mailto:communication@aedh.org)

- Introduction
- Le contexte : la République du Congo
- Une détérioration massive de la situation des droits humains
- Sensibiliser pour prévenir des éventuelles atteintes aux droits humains en 2021
- Notre appel
- Programme détaillé de la campagne
- Les organisations impliquées dans la campagne
- Contacts
- Bibliographie

## Bibliographie

Banque Mondiale. « République du Congo - Vue d'ensemble ». World Bank, 18 octobre 2019. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/congo/overview>

Bouka, Roch. « Congo police fire teargas, make arrests at opposition meeting ». Reuters, 25 mars 2016/ <https://www.reuters.com/article/us-congo-election-idUSKCN0WR17H>

Châtelot, Christophe. « Au Congo, le régime de Sassou-Nguesso exprime sa toute-puissance répressive ». Le Monde.fr, 18 mai 2018. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/18/au-congo-le-regime-de-sassou-nguesso-exprime-sa-toute-puissance-repressive\\_5301204\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/18/au-congo-le-regime-de-sassou-nguesso-exprime-sa-toute-puissance-repressive_5301204_3212.html)

CNUCED - Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. « UNCTADstat - Profil général : Congo ». UNCTADstat, 5 novembre 2019. <https://unctadstat.unctad.org/CountryProfile/GeneralProfile/fr-FR/178/index.html>

Cordell, Dennis D. « Republic of the Congo ». Encyclopedia Britannica, 24 octobre 2019. <https://www.britannica.com/place/Republic-of-the-Congo>

FIDH. « Congo : Vague de répression contre les opposants au projet de nouvelle constitution ». Fédération Internationale pour les Droits Humains, 15 décembre 2015. <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/republique-du-congo/congo-vague-de-repression-contre-les-opposants-au-projet-de-nouvelle>

« Référendum constitutionnel : Des résultats contestables, des opposants harcelés, une journée à hauts risques ». Fédération Internationale pour les Droits Humains, 29 octobre 2015. <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/republique-du-congo/referendum-constitutionnel-en-republique-du-congo-des-resultats>

« République du Congo : À quatre jours du référendum constitutionnel, la répression s'abat sur les opposants ». Fédération Internationale pour les Droits Humains, 21 octobre 2015. <https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/republique-du-congo/republique-du-congo-a-quatre-jours-du-referendum-constitutionnel-la>

FIDH, et OCDH. « Congo-Brazzaville : La répression à huit clos se poursuit au Pool et dans le reste du pays ». Note de Position. Fédération Internationale pour les Droits Humains & Observatoire Congolais des Droits de l'Homme, 12 avril 2017. Consulté le 5 février 2020. [https://www.fidh.org/IMG/pdf/note\\_position\\_repression-a-huis-clos\\_12avril2017\\_final.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/note_position_repression-a-huis-clos_12avril2017_final.pdf)

Franceinfo : Afrique. « Congo-Brazzaville : quand l'État doit des milliards... ». Franceinfo : Afrique, 29 juillet 2019. [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/congo-brazzaville-quand-l-etat-doit-des-milliards\\_3555087.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/congo-brazzaville-quand-l-etat-doit-des-milliards_3555087.html)

Freedom House. Republic of the Congo. Freedom in the World 2020. Consulté le 20 novembre 2020. <https://freedomhouse.org/country/republic-congo/freedom-world/2020>

French, Howard W. « Rebels, Backed by Angola, Take Brazzaville and Oil Port ». The New York Times, 16 octobre 1997, sect. World. <https://www.nytimes.com/1997/10/16/world/rebels-backed-by-angola-take-brazzaville-and-oil-port.html>

Le Monde Afrique. « Congo : le président Sassou-Nguesso réélu dès le premier tour avec 60% des voix ». Le Monde.fr, 24 mars 2016. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/24/congo-le-president-sassou-nguesso-reelu-au-premier-tour\\_4888928\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/24/congo-le-president-sassou-nguesso-reelu-au-premier-tour_4888928_3212.html)

Le Point Afrique. « Congo : Denis Sassou-Nguesso, candidat désigné pour la présidentielle de 2021 ». Le Point.fr, 31 décembre 2019. [https://www.lepoint.fr/afrique/congo-denis-sassou-nguesso-candidat-designe-pour-la-presidentielle-de-2021--31-12-2019-2355447\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/congo-denis-sassou-nguesso-candidat-designe-pour-la-presidentielle-de-2021--31-12-2019-2355447_3826.php)

OCDH. « Droits de l'Homme au Congo-Brazzaville : La terreur et la répression permanentes conjuguées avec la manipulation de l'opinion publique internationale par les gouvernants ». Rapport Annuel 2019. Brazzaville : Observatoire Congolais des Droits de l'Homme, 2019. Consulté le 7 février 2020. [http://ocdh-brazza.org/wp-content/uploads/2019/05/OCDH-RAPPORT-A5-COMPLET-V10\\_.pdf](http://ocdh-brazza.org/wp-content/uploads/2019/05/OCDH-RAPPORT-A5-COMPLET-V10_.pdf)

Rapport de la société civile sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Brazzaville, 04 juin 2019. [http://ocdh-brazza.org/wp-content/uploads/2020/06/Rapport-alternatif-Congo\\_2020.pdf](http://ocdh-brazza.org/wp-content/uploads/2020/06/Rapport-alternatif-Congo_2020.pdf)

« Rapport de situation sur le drame de Chacona à Brazzaville ». Brazzaville : Observatoire Congolais des Droits de l'Homme, septembre 2018. Consulté le 5 février 2020. [https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport\\_chaona\\_septembre\\_2018.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_chaona_septembre_2018.pdf)

RFI. « Un rapport américain accablant sur les droits de l'homme au Congo-Brazzaville ». Radio France Internationale, 10 mars 2017. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20170310-rapport-americain-droits-homme-congo-brazzaville-pool>

Rohrlich, Justin. « Congo Brazzaville's 'first son' laundered \$50 million through six European countries - report ». Quartz Africa, 6 août 2019. <https://qz.com/africa/1682083/congo-brazzaville-president-son-accused-of-laundering-50m/>

UCDP. « Country : Congo ». Uppsala Conflict Data Program, 2018. <https://ucdp.uu.se/country/484>

World Food Programme. « WFP Republic of Congo ». Country Brief. World Food Programme, novembre 2019. Consulté le 12 février 2020. [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000111708/download/?\\_ga=2.8847357.991623704.1581522327-1613160286.1581522327](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000111708/download/?_ga=2.8847357.991623704.1581522327-1613160286.1581522327)